

# Demain on dégaze gratis

Par [Christophe Prevost](#) le 28 oct. 2021

[https://blogs.mediapart.fr/edition/cop26-face-lurgence-climatique-la-fin-du-blabla/article/281021/demain-degaze-gratis?utm\\_source=20211028&utm\\_medium=email&utm\\_campaign=QUOTIDIENNE&utm\\_content=&utm\\_term=&xitor=EREC-83-\[QUOTIDIENNE\]-20211028&M\\_BT=2156037219469](https://blogs.mediapart.fr/edition/cop26-face-lurgence-climatique-la-fin-du-blabla/article/281021/demain-degaze-gratis?utm_source=20211028&utm_medium=email&utm_campaign=QUOTIDIENNE&utm_content=&utm_term=&xitor=EREC-83-[QUOTIDIENNE]-20211028&M_BT=2156037219469)

*L'article de tête de cette nouvelle édition du Club appelle de ses vœux une COP26 relevant le défi des +1,5°C de réchauffement global, une COP26 établissant des objectifs stricts pour 2030 et 2050. Il semble pourtant que les objectifs climatiques ont été peu respectés. La lecture de « **L'impossible capitalisme vert** » permettra sans doute de lier mieux ces mesures à des choses plus fondamentales.*

**Daniel Tanuro** introduit son livre par quelques lancinants rappels scientifiques sur le cycle du carbone, l'effet de serre du CO<sub>2</sub>, les très lents mécanismes du changement climatique non anthropocénien (phénomènes s'étalant sur des dizaines de milliers d'années). La stabilité et la lenteur des modifications de la composition de l'atmosphère dans le passé, comme on le sait, sont deux points qui différencient radicalement la situation actuelle. Les variations de l'ensoleillement et les activités solaires habituelles expliquent cette fois à peine 5 à 10% du réchauffement en cours de la planète, le reste découlant directement de la concentration atmosphérique inédite en carbone. La quantité de CO<sub>2</sub> et de CH<sub>4</sub> aujourd'hui est deux fois supérieure à la normale. L'économie mondiale envoie chaque année dans l'atmosphère le double de ce que peuvent absorber les puits de carbone. Tout cela ayant été décrit mille fois, peut-être n'est-il pas nécessaire de s'attarder davantage sur ce sordide et puant scénario.

« *L'impossible capitalisme vert* » a pris dix ans. C'est un inconvénient ; ce peut être un avantage puisqu'au moment de la publication du rapport du GIEC 2021, il est enfin possible de mesurer le chemin à rebours parcouru en une décennie. Le rapport du GIEC 2007 proposait plusieurs scénarios dont le plus souhaitable pour éviter la catastrophe permettait de limiter la hausse de température moyenne entre 2 et 2,4°C par rapport à l'ère préindustrielle. Les experts avaient alors pour projet de stabiliser la concentration atmosphérique en CO<sub>2</sub> entre 350 et 400 parts par millions (ppmCO<sub>2</sub>) ce qui nécessitait que les émissions mondiales commencent à décroître au plus tard en 2015 et, passant par une diminution de 50 à 85% d'ici 2050, diminuent régulièrement pour être ramenées autour de zéro d'ici la fin du siècle. Nous avons en 2010 gagné 0,8°C depuis 1780, le mercure pouvait donc monter au maximum de 1,2 à 1,6°C ; nous étions à 385 ppmCO<sub>2</sub> et l'augmentation annuelle était de 2 ppmCO<sub>2</sub> par an, la marge de manœuvre était donc déjà quasiment nulle. Nous avons en 2021 gagné 1,09°C depuis 1850 et la concentration en CO<sub>2</sub> est de 410 ppmCO<sub>2</sub>, niveau jamais connu depuis deux millions d'années. Les glaciers se retirent partout dans le monde, la glace en Arctique décroît fortement, la couverture du Groenland a commencé à fondre et le niveau de la mer augmente inexorablement de 3,6 mm par an. Qui croit encore qu'il sera possible de rester en dessous des +2°C fatidiques ? Dans vingt-deux ans, émettant 40 Gt de carbone chaque année et dépassant les funestes 900Gt, la messe sera dite. Le réchauffement est un fait et il est évidemment bien trop tard pour l'empêcher.

Les faiseurs de messages, si nombreux dans les rangs écologistes, engagés volontaires sur les sentiers néolibéraux des fausses solutions, intéressés à ce que « *tout change pour que rien ne change* » occupent actuellement l'essentiel du terrain idéologique et médiatique. A elle seule leur expression *réchauffement anthropique* suffit d'ailleurs à détourner très efficacement l'attention des mécanismes structurels à l'origine du problème actuel. Pour sortir de la crise écologique, il s'agit dans cette perspective de se focaliser essentiellement sur les comportements individuels, de rester à sa place dans la société et d'assumer la responsabilité personnelle de changer de mode de vie : les entrepreneurs doivent produire les solutions vertes et les consommateurs doivent les utiliser. Le combat pour la stabilité du climat devient alors principalement une affaire individuelle d'éthique, de modération, d'humilité, voire d'ascèse facilitée ou non par le marché et le politique.

Le capitalisme, organisant la transition vers une économie moins carbonée, dans les conditions strictes de sa propre survie, essaie en vain de limiter le réchauffement climatique. Il met nécessairement au centre de son action la vitale rentabilité capitaliste. Aussi, refuse-t-il de mobiliser le *potentiel technique*, c'est-à-dire de stabiliser le climat au maximum de ce qui est possible en utilisant tous les moyens connus quelque soient leurs coûts. Sans réduire la structurelle course au profit, sans donc diminuer la croissance de la production matérielle et la consommation attenante, il tente désespérément d'atténuer le réchauffement climatique, de s'adapter à ses effets les plus délétères. Les économistes libéraux tracent leurs perspectives à partir du *potentiel de marché*, c'est-à-dire à partir de la fraction du potentiel technique qui peut être mis en œuvre aux conditions du marché. Ils tracent leurs perspectives également à partir du *potentiel économique*, c'est-à-dire à partir d'une réorientation impossible du marché qui introduirait le coût des dégâts du réchauffement (extériorités). Ils ambitionnent de ralentir ainsi, de-ci de-là, la catastrophe dans la mesure où cela ne coûte rien et assure de substantiels bénéfices. Naturellement, aucun homme de pouvoir aujourd'hui ne pense sérieusement possible de sauver le climat par le jeu spontané de la concurrence et du progrès. Le Mécanisme de Développement Propre (MDP) a seulement donné la possibilité de remplacer une partie des efforts par l'achat de crédit d'émission. Il a ramené tous les gaz à effet de serre à la caractéristique commune de leur pouvoir radiatif pour qu'ils soient échangeables alors que du point de vue social ils sont nullement équivalents. Chaque entreprise produisant beaucoup de CO<sub>2</sub> a reçu en début de période un certain nombre d'unités CO<sub>2</sub> (droits d'émission) qui a constitué le plafond des rejets autorisés. L'échange des droits a donc permis à ces entreprises soumises à des objectifs de réduction et qui ont fait mieux que ceux-ci de vendre la possibilité d'émettre les quantités correspondantes. Le bilan pour le climat est évidemment affligeant sans que rien jamais dans les analyses et les modalités d'action, ne puisse être remis en question par les capitalistes et ses affidés. Les entreprises les plus polluantes, comme un encouragement à détruire encore d'avantage la planète, se sont vues allouer gratuitement et très généreusement ces droits. Elles ont ainsi empoché de faramineux bénéfices, revendant les excédents et répercutant souvent sur le consommateur, au prix du marché, des quotas carbone reçus pourtant gratuitement. La politique des droits échangeable a scandaleusement renforcé les secteurs gros émetteurs et stoppé les indispensables réductions. Une variété de droits a pu également être générée par des investissements permettant de réduire des rejets dans les pays du Sud par rapport aux injonctions. Les obligations réelles de réduction du Nord se sont ainsi transformées miraculeusement en projections de réduction au Sud. Il y a seulement une apparente incohérence des permis d'émettre, des normes, des pénalités et des incitations aux technologies vertes car le capitalisme ne peut tout simplement pas exister en réduisant la consommation d'énergie, en partageant les ressources et en diminuant la production matérielle. Ce sont les mécanismes de la concurrence qui constamment minent et tirent vers le bas la politique climatique. Le capitalisme vert n'échoue pas, il réussit au contraire... à préserver le libéralisme.

Daniel Tanuro aussi pense que l'inaction climatique actuelle a nécessairement des racines structurelles enchâssées dans le fonctionnement de la société. Cette inaction suicidaire renvoie en effet à la nature même du capitalisme, à son mode de production régit par la loi de la valeur d'échange et agit par les mécanismes d'accumulation et de concurrence. La cause fondamentale des dégradations environnementales est l'accumulation du capital sous le fouet de la concurrence pour le profit. La production est constituée par le couple complémentaire de fabriquer pour fabriquer et de consommer pour consommer. La force de travail n'est pour le capitalisme qu'une ressource naturelle, une capacité de l'homme à fonctionner en convertisseur énergétique. Pillage de la nature et appropriation de la force de travail sont pour lui de même nature. Le coût, expression d'un rapport social de production déterminé, est érigé nécessairement dans la société capitaliste en critère de rationalité et de performance absolus à tous les niveaux. Il est fondamentalement contreproductif comme critère de rationalité écologique de la politique climatique. Reléguant à l'arrière-plan la valeur d'usage, indicateur uniquement quantitatif, le coût est toujours inapte à prioriser les éléments qualitatifs, sociaux indispensables à une transition écologique. Les différents permis d'émettre, les normes, les pénalités et les incitations aux technologies vertes ne se valorisent dans le capitalisme vert que par leur coût, par la quantité de travail qu'ils représentent. Le critère de coût oriente mécaniquement l'économie vers des

mesures non structurelles productrices de droits et devoirs bon marché plutôt que vers une indispensable révolution énergétique.

Faire de la politique pour permettre une transition écologique véritable, c'est donc modifier l'ordre des choses en ses structures capitalistes. La comparaison cependant avec la conquête des droits sociaux fait miroiter la possibilité d'une neutralisation partielle et durable de la loi de la valeur en faveur du climat. Des réformes de cette nature ont été autrefois tentées comme des facilitateurs d'un changement véritable dans le temps long. Il semble qu'aujourd'hui une chaîne infinie et continue de réformes, renvoyant chacun à sa très étriquée sphère privée, permet moins que jamais d'infléchir la foudroyante catastrophe – c'est même tout le contraire. Les résultats des politiques de maquignonnage incessantes des verts se révèlent illusoire, temporaires et le bilan pour leur mouvement est aujourd'hui affligeant. Les partisans du capitalisme vert s'appuient en effet sur le lobbying, le marketing, la participation. Leur conviction est que le système change à condition d'être bien piloté et conseillé. Il n'y a, par malheur, pas de force intrinsèque des idées de justice et les réformistes ignorants et sans « science » l'apprennent à leurs dépens. Ils se heurtent, sans que rien n'y fasse, toujours et éternellement, à la dure matérialité des faits. Les raisons des échecs répétés de leurs politiques sont sans doute possible de nature systémique. Les contradictions du capitalisme ne peuvent malheureusement être atténuées, elles doivent être portées à maturité et supprimées. La bourgeoisie insatiable, qui possède les moyens de production, accapare la plus-value et défend bec et ongles ses seuls intérêts, n'est ni progressiste, ni morale, ni championne des libertés et surtout pas représentante de l'intérêt universellement humain.

Daniel Tanuro propose donc de réconcilier l'écologie et le socialisme parce que le capitalisme ne saurait rien résoudre. Il faut urgemment produire, lui semble-t-il, des valeurs d'usage en fonction des besoins humains réels démocratiquement déterminés. Si « *L'impossible capitalisme vert* » est de bout en bout imprégné de la critique marxienne du capitalisme, le courant traditionnel de cette pensée n'est pour lui nullement satisfaisant. Il y a en effet chez Marx un amalgame entre énergie de flux et énergie de stock, une tendance à considérer leurs sources comme neutres alors que les échanges humains-nature sont historiquement déterminés. Il y a incontestable un biais marxien vers le productivisme qu'il est nécessaire de passer au crible de la critique. Aussi, l'écologisation du marxisme demande bien autre chose aujourd'hui que la simple intégration habituelle des questions écologiques au combat anticapitaliste. Il ne suffit pas de mieux comprendre les enjeux écologiques et de participer à la défense de l'environnement. Le défi est intégrer le socialisme à l'écologie et pas le contraire. Il faut pour cela abandonner la prétention de la maîtrise humaine de la nature et faire droit à un degré irréductible d'incertitude. Il faut satisfaire les besoins en s'interrogeant toujours sur leur impact environnemental. Il faut dépasser la vision utilitariste de la nature, toujours considérer la capacité de recyclage des écosystèmes. Il faut prendre en compte le caractère social des sources d'énergie. Le système énergétique capitaliste est centralisé, anarchique, gaspilleur, basé sur des sources non renouvelables et destiné à la surproduction de valeurs marchandes ; le système socialiste sera décentralisé, planifié, économe, basé uniquement sur des sources renouvelables et destiné à la production de valeurs d'usage. Il faut que soit critiquée enfin la valeur travail.

*Le Club est l'espace de libre expression des abonnés de Mediapart. Ses contenus n'engagent pas la rédaction.*